

● (1210)

Le député me déconcerte, car il est manifeste, d'après son discours, qu'il ne fait absolument pas confiance aux agriculteurs du Canada. Il n'est nullement convaincu que les travailleurs du secteur agro-alimentaire canadien sauront se montrer à la hauteur de la situation et profiter de l'une des meilleures occasions les invitant sans doute au dépassement qui leur aient jamais été offertes depuis la Confédération.

Je me demande où le député va chercher ses chiffres pour soutenir que les importations de produits de la volaille augmenteront de 20 p. 100 et que celles d'autres produits augmenteront de 25 p. 100. Si je me reporte au texte même de l'accord...

**M. Riis:** Nous n'avons pas encore eu connaissance de cet accord.

**M. Wise:** ... l'augmentation réelle des importations de produits de la volaille et de ses dérivés n'est pas de 20 p. 100, mais bien de 1,2 p. 100. Ces augmentations reflètent simplement le volume exact de nos importations depuis cinq ans.

Prenons les produits de la dinde et ses dérivés; les importations de ces produits n'ont augmenté que de 1,5 p. 100, et non pas de 20 p. 100. Prenons les oeufs frais: l'augmentation totale est de 0,9 p. 100. Pour les oeufs transformés, liquéfiés et surgelés, l'augmentation est de 0,299 p. 100. Dans le cas des oeufs en poudre, l'augmentation est de 0,02 p. 100.

Le député ne comprend-il pas que cet accord n'est pas le fruit d'une décision unilatérale du gouvernement, mais bien le fruit de consultations et de négociations avec le Groupe de consultation sectorielle sur le commerce extérieur? Notre gouvernement s'est fermement engagé à conserver intacte la gestion de l'offre. On galvaude un peu la liste des tarifs douaniers. Mais si on comprenait l'accord de libre-échange canado-américain et les règles du GATT, nous pourrions dispenser des tarifs douaniers et faire inscrire sur la liste des exportations les produits semi-transformés et autres pour protéger partiellement la base et l'activité quotidienne de l'office chargé de la gestion de l'offre. Nous n'avons pas agi unilatéralement, mais de concert avec les États-Unis, en conformité de l'article 11 du GATT.

Le comité des GCSCE a recommandé cette mesure pour aider au maintien de la rentabilité de l'industrie canadienne de la transformation des produits alimentaires, qui est le plus gros employeur du Canada. Il n'y a guère de sens à continuer d'assurer la régulation de l'offre si l'on met en péril la rentabilité des transformateurs de produits alimentaires. Si le transformateur de produits alimentaires saute, dans quel coin du monde les producteurs canadiens pourront-ils vendre leurs produits bruts?

C'était là un arrangement sensé qui avait été mis au point par voie de négociations et de consensus à l'intérieur du comité des GCSCE. Au besoin, nous avons le contrôle complet et absolu de l'augmentation du produit. Bien sûr, l'organisme local a la possibilité de fournir son produit. Comme toujours. Il ne peut pas fournir le produit en l'espace de trois semaines. Cela varie d'un produit à l'autre. Souvent l'organisme national

### *Les subsides*

dit: «Bon, délivrez le permis d'importation.» Rien n'a vraiment changé.

Est-ce que le député ne comprend pas qu'avec cet accord il ne va pas venir au Canada un morceau ou une partie de poulet de plus qu'il n'en est venu au cours des cinq dernières années? Est-ce que le député n'arrive pas à comprendre cela, à voir pourquoi nous l'avons fait? Est-ce que le député ne comprend pas l'article 11 du GATT?

**M. Foster:** Madame la Présidente, nous avons beaucoup confiance dans les producteurs canadiens, les agriculteurs et les transformateurs de produits alimentaires, mais pas dans cet accord. En réalité celui-ci sacrifie les producteurs canadiens.

Je remarque dans l'accord que le Canada n'ira plus au GATT en qualité de pays indépendant combattant pour les Canadiens, mais en qualité de simple annexe des États-Unis. Comme le premier ministre l'a fait chaque fois qu'il a négocié internationalement depuis 1984, nous serons à la remorque du président Reagan. Voilà exactement la façon dont le gouvernement va se comporter dans les négociations commerciales multilatérales et au GATT.

Je suis heureux que le ministre ait mentionné l'article 11. Je le mets au défi de communiquer à la Chambre les documents que la ministre du Commerce extérieur a déposés à Genève la semaine dernière. Il est tout à fait inacceptable que le gouvernement refuse de faire connaître aux Canadiens les propositions qu'il dépose au GATT en vue des négociations. Les autorités américaines ont rendu publics leurs documents afin que les assemblées législatives sachent ce qui se passe, mais notre gouvernement fait tout en secret.

**M. Wise:** Et que faisiez-vous? Vous n'avez déposé aucun document en deux séries de négociations du GATT.

**M. Foster:** Le ministre d'État responsable des Céréales (M. Mayer), s'il lisait l'accord, constaterait que son gouvernement a dit que, au GATT et aux négociations multilatérales, il se contenterait de faire comme les autres.

**M. Wise:** C'est faux.

**M. Foster:** Nous ne nous présentons pas comme un pays indépendant. Lisez l'accord. Le député ne l'a même pas lu. Le ministre parle de l'article 11 de l'accord du GATT. Dans quelle position le Canada se retrouvera-t-il, en fin de compte, dans ces négociations? Le ministre sait pertinemment que les États-Unis se présentent au GATT avec l'intention de faire supprimer cet article 11, qui porte sur les offices de commercialisation, la gestion de l'offre et les contrôles frontaliers. Nous savons également que beaucoup de pays du Groupe de Cairns, dont le ministre parle si souvent, souhaitent la même chose. Ce groupe veut que nous renoncions au pouvoir de gestion de l'offre, aux contrôles frontaliers et aux offices de commercialisation, qui ont donné d'excellents résultats au Canada. Je veux connaître le contenu de ces documents secrets et je veux savoir quelle est la position du Canada à ce sujet. Personne ne sait à quoi s'en tenir.

Permettez-moi d'aborder la question des importations de volaille. Il est évident que l'aviculture canadienne va être mise à rude épreuve.